

RÉDACTION
ADMINISTRATION
BUREAU DES ABONNEMENTS

Imprimerie Henri-Paul
rue de Peralles, Fribourg, Suisse

ABONNEMENTS
1 an 10 fr. 50
6 mois 6 fr. 50
3 mois 3 fr. 50
1 mois 1 fr. 50

Tous les bureaux de poste se chargent de
renvoyer le prix de l'abonnement moyennant
une somme de 20 cent.
Compte de chèques postal 114 54.

LA LIBERTÉ

Journal politique, religieux, social

ANNONCES

Publicitas
S. A. SUISSE DE PUBLICITE
Rue St-Marc
FRIBOURG

PRIX DES ANNONCES

Fribourg, canton 15 cent.
La Suisse... 20 cent.
L'Est... 25 cent.
L'Anjou... 30 cent.

Nouvelles du jour

Activité de l'artillerie sur le front français. Phase d'attente en Vénétie. L'armistice russe.

Les violents combats qui ont eu lieu avant-hier à l'ouest de Cambrai ont abouti à la reprise de Bourlon par les Allemands. Les Anglais ont été un moment maîtres de l'ontaine Notre-Dame, qu'ils avaient déjà pris, puis perdu; ils n'ont pu le garder avant-hier non plus.

Les informations anglaises disent que les Allemands ont amené dans le secteur de Cambrai des renforts considérables d'infanterie et d'artillerie. Il tend à se former là une situation analogue à celle qui existe devant Lens et devant Saint-Quentin.

En Flandre, l'artillerie est extrêmement active. A Verdun, elle a ralenti un peu.

Sur le front austro-italien, il n'y a pas eu de nouveaux combats d'infanterie avant-hier; mais les batteries italiennes ont observé chez l'ennemi des concentrations de forces qu'elles ont contrariées par un feu nourri. Les rapports allemands disent que les Italiens ont des munitions en abondance.

consentira pas. Il limiterait, le cas échéant, la suspension d'armes au front germano-russe; il persuaderait à Lénine que c'est par là qu'il faut commencer. Le chef des maximalistes n'arrivera pas à la paix générale aussi facilement qu'il le suppose. Tout le monde s'en rend compte, sauf lui-même. Mais son premier objectif est de rendre les soldats à leurs foyers, et rien ne dit qu'il ne sacrifiera pas la paix générale à la paix russe et qu'il ne conclura pas un armistice et une paix séparée avec l'Allemagne, ce que celle-ci souhaite avant tout pour recouvrer les quelques centaines de mille soldats prisonniers en Russie et pour pouvoir disposer de ses troupes du front oriental au profit du front occidental et du front austro-italien.

Hier mercredi, la Chambre française, par 512 voix contre 2, a décidé de renvoyer M. Malvy devant la Haute cour.

Rappelons que, aux termes de la Constitution française du 24 février 1875, le Sénat peut être constitué en Cour de justice pour juger soit le président de la République, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Postérieurement, la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, a précisé et complété la disposition, ci-dessus par un article qui contient le paragraphe suivant: « Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat. »

C'est en vertu de cette disposition du 16 juillet 1875 que M. Malvy, sur sa demande d'ailleurs, comparaitra devant la Haute cour.

La Suisse et l'armistice russe

Communiqué du Conseil fédéral: Le commissaire pour les affaires étrangères du gouvernement maximaliste à Pétrograd, M. Troitzky, a remis aux représentants des six Etats neutres européens, accrédités à Pétrograd, une note dans laquelle il leur donne connaissance des propositions d'armistice et de paix qui ont été faites aux ambassadeurs de l'Entente. Dans cette note, M. Troitzky demande la communication officielle de ces propositions aux gouvernements des puissances centrales.

Le ministre de Suisse à Pétrograd, après entente avec les autres ministres neutres qui y sont accrédités, a simplement accusé à M. Troitzky réception de cette note. Dans sa séance de ce jour, le Conseil fédéral a pris connaissance de ces communications et a décidé de demander des précisions à la Légation, ainsi que communication des propositions faites aux ambassadeurs des Alliés à Pétrograd.

En conséquence, le Conseil fédéral a réservé sa décision sur la suite à donner à la démarche de M. Troitzky. La Suisse ne représente, en Russie, les intérêts d'aucun Etat étranger, et la Russie ne lui a jamais demandé de représenter ses intérêts dans les pays belligérants.

SUSPENSION DE JOURNAL

Le journal *Paris-Geneve*, dont il a été beaucoup question ces derniers jours, a été suspendu. La *Revue de Lausanne* dit que la suspension vaudrait jusqu'à la fin de la guerre. Il y a apparence qu'elle a été motivée par les révélations du journal sur l'affaire de trahison de Berne. Toutefois, comme il ne saurait être question de supprimer un journal pour le simple fait d'avoir divulgué ce qu'il sait d'une affaire d'espionnage, il faut qu'il y ait des raisons particulières, pour lesquelles *Paris-Geneve* a été frappé. Un communiqué officiel fera, sans doute, connaître les motifs de la mesure prise contre le journal genevois.

Le nouvel attaché militaire de France

(Havas.) — Le colonel Pageot, du 117^e d'infanterie, a été nommé attaché militaire en Suisse.

Nouvelles diverses

M. Venizelos a été reçu solennellement, hier mercredi, par le Conseil municipal de Paris. — M. Jean Ajalbert a été élu membre de l'Académie des Goncourt, par cinq voix contre trois à M. Courcelle.

La guerre européenne

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

Journal du 27 novembre
Communiqué français du 28 novembre, à 3 h. de l'après-midi:

Dans la région de Saint-Quentin, nous avons aisément repoussé deux coups de main ennemis. Nos patrouilles opérant à l'ouest de Tahure et dans la région de Samogneux ont ramené des prisonniers, dont un officier.

Une tentative de coup de main sur un de nos postes à l'ouest du bois Le Chaume a échoué. Il se confirme que notre attaque du 21 novembre sur les positions allemandes au sud de Juivincourt a causé des pertes sérieuses à l'ennemi.

Le chiffre des prisonniers que nous avons faits dans cette affaire atteint 476. Dans le matériel capturé, nous avons dénombré 13 mitrailleuses, trois lance-bombes, trois canons de tranchées et 400 fusils.

Communiqué britannique du 28 novembre, à 2 h. de l'après-midi:

L'artillerie ennemie a été active la nuit dernière dans la région du bois Bourlon, mais il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Sur le front nord, continuation de l'activité des batteries allemandes à l'est et au nord-est d'Ypres.

Communiqué allemand du 28 novembre:

Groupe d'armées du kronprinz Rupprecht: En Flandre, le feu d'artillerie entre la forêt d'Hausthuis et Zandvoorde a été très actif depuis midi. Près de Paschendale, il a atteint, dans la soirée, sa plus grande violence. Des deux côtés de la Scarpe, activité de combat intensifiée.

Sur le champ de bataille près de Cambrai, un combat de feu violent a inauguré, dès l'aube, des attaques que les Anglais ont déclarées avec des divisions fraîchement engagées, entre Bourlon et nos positions adjacentes. A l'ouest de Bourlon, des vagues d'assaut et des tanks qui les précèdent se sont effondrés dans notre feu.

Entre Bourlon et Fontaines, l'ennemi a pénétré, après plusieurs assauts infructueux, dans notre zone de défense. Nous avons perdu passagèrement Bourlon et Fontaines. Les unités anglaises, fortement déclinées par un combat acharné de maison à maison, ont été frappées par la contre-attaque de notre infanterie, engagée dans un mouvement tournant, mené avec impétuosité et a reconquis les villages dans un assaut splendide, repoussant l'ennemi dans le bois Bourlon. Plus de 200 prisonniers et de nombreuses mitrailleuses sont restés entre nos mains.

Le fort feu a diminué dès la tombée de la nuit, mais les combats locaux d'infanterie ont continué jusque dans la nuit.

Groupe d'armées du kronprinz allemand: Au nord-ouest de Tahure, les Français, au cours d'une entreprise avortée, ont laissé des prisonniers dans nos tranchées.

Sur la rive orientale de la Meuse, l'activité de l'artillerie s'est accrue dans la matinée; elle a diminué depuis midi, devenant un feu de harcèlement modéré.

Groupe d'armées du duc Albrecht: Au nord-est de Nomeny, de forts détachements français se sont avancés vers nos lignes. Ils ont été repoussés dans des corps-à-corps.

Journée du 28 novembre

Communiqué français du 28 novembre, à 11 heures du soir:

Activité de l'artillerie au nord de l'Aisne, en Argonne et sur la rive droite de la Meuse, dans le secteur des Chambrettes.

Londres, 29 novembre.

Communiqué officiel du 28 novembre, à 10 heures du soir:

Rien d'important à signaler sur le front de bataille de Cambrai.

Ce matin, de bonne heure, l'ennemi a tenté deux raids sur nos tranchées, dans la région d'Arion, au sud de Lens. Il a été repoussé.

L'activité de l'artillerie a continué sur le front d'Ypres. Elle a été intense à l'est d'Ypres. Des rencontres de patrouilles nous ont permis de faire des prisonniers.

FRONT AUSTRO-ITALIEN

Communiqué italien du 28 novembre:

Sur le plateau d'Asiago, dans le bassin de Primolano, au nord du col de la Berretta et sur le cours moyen du Piave, nos batteries, avec la coopération des escadrilles aériennes de bombardement, ont exécuté des concentrations de feu sur des rassemblements de troupes et des mouvements ennemis.

Communiqué autrichien du 28 novembre:

Aucun événement remarquable nulle part.

La guerre sur mer

Torpilleurs

Berlin, 28 novembre.

(Officiel.) — Dans la Manche, nos sous-

marins ont de nouveau coulé 12.500 tonnes brutes. Parmi les navires coulés, se trouvait un grand vapeur anglais armé, de plus de 5000 tonnes.

Les Polonais de Silésie

L'Union nationale polonaise en Silésie qui, en 1912, fut constituée par la fusion des deux partis politiques du pays: le parti polonais national et le parti populaire polonais, vient de voter, en séance plénière, la résolution suivante:

En ce grand moment historique où, sous les coups de la plus atroce guerre mondiale, le vœu d'ordre de choses européen basé sur le principe: « la force prime le droit », s'écroule enfin, et que, de plus en plus hautement, puisamment, unanimement, retentit le mot d'ordre que toute nation a le droit incontestable de disposer d'elle-même; au moment où la justice historique et la voix concordante de l'univers entier appelle à une nouvelle vie de la Pologne indépendamment dépourvue de son existence politique,

à titre de chaînon nécessaire du bon ordre moral et du progrès, nous déclarons solennellement: 1° La Silésie orientale, quoique, depuis six siècles, elle soit détachée de la souche originelle, et qu'elle soit continuellement soumise à un système de dénationalisation, se sent en union étroite avec toute la nation polonaise et désire être avec elle son avenir; 2° Les Polonais de Silésie, conscients de leur solidarité avec la Pologne, sollicités de leur communauté de sang, de la langue et des idéaux nationaux, de tout cœur adhérent à la résolution du 28 mai 1917 de l'Assemblée de tous les députés de la Diète et du Parlement, visant à l'unification de tous les territoires polonais en un organisme d'Etat ayant accès à la mer; 3. L'Union polonaise nationale de Silésie adresse la déclaration ci-dessus à toute la nation polonaise et remet aux mains de la représentation de cette nation l'avenir de la Silésie, dans la conviction que, lors de la reconstruction de l'Etat polonais, la Silésie orientale ne saurait être mise de côté, sans violer ses droits anceux et, entre autres, sans violer le droit de chaque peuple de disposer de lui-même.

Les affaires en cours à Paris

M. Hervé et M. Caillaux

M. Hervé publie, dans la *Victoire*, une lettre ouverte à M. Caillaux:

« J'affirme que vous êtes le centre de toute la campagne défaitiste.

« Je vous accuse, non pas d'être actuellement le patron occulte du journal que dirige M. Vidal, dont le témoignage ne saurait compter, puisque ce n'est pas lui qui a monté le *Pays* à l'origine, mais d'avoir été le grand patron occulte du *Pays*, tant que M. Dubarry, son fondateur, votre homme de paille, en a été le directeur.

« Je vous accuse d'avoir, non point rencontré, au hasard des relations mondaines, l'escroc Cavallini, mais d'avoir fait votre compagnie habituelle, lors de votre voyage en Italie, de tout ce qu'il y a dans ce pays de défaitistes et de neutralistes avérés, notamment de Scarfoglio, le directeur du *Mattino* de Naples, et de Cavallini, aujourd'hui arrêté à Rome pour crime de haute trahison.

« Je vous accuse, non pas d'avoir connu Bolo, comme le premier venu peut l'avoir connu, au hasard des relations mondaines, mais d'avoir été son ami dévoué et son protecteur infatigable.

« Je vous accuse enfin, non pas d'avoir, pour défendre votre honneur, subventionné Almeyda de mai à juillet 1914, mais d'avoir été jusqu'à sa mort son mauvais génie, de l'avoir guidé et encouragé dans les voies du défaitisme et de l'avoir ainsi conduit là où il a fini.

« Vous avez dit, Monsieur, que, lorsque vous trouveriez devant vous un homme qui sortirait contre vous autre chose que des insinuations et des ragots, et qui oserait vous accuser en face, vous le trahiriez en Cour d'assises comme défaitiste.

« Poursuivez-moi devant le jury national, devant lequel j'apporterai mes preuves et je ferai citer mes témoins. »

L'Agence Havas a annoncé, de lendemain, que, à la suite de cet article paru dans la *Victoire*, M. Caillaux assignait M. Gustave Hervé devant la Cour d'assises.

Une nouvelle dépêche Havas annonce que M. Caillaux ne poursuivrait pas. Consulté à ce sujet, l'ancien président du Conseil a déclaré qu'il fallait s'en tenir à cette dernière nouvelle, et qu'il n'assignait pas M. Hervé.

IL Y A UN AN

29 novembre 1916

En Valachie, les Austro-Allemands refoulent le flanc droit roumain dans la région mouta-

gneuse de Pitești-Campolung, au nord de Bucarest.

En Macédoine, les Alliés enlèvent des hauteurs au nord de Monastir.

L'amiral Jellicoe, commandant de la flotte anglaise, est remplacé par l'amiral Beatty.

Dans le journalisme catholique italien

Le vieux journal quotidien *l'Unità Cattolica* (transféré de Turin à Florence en 1894) a un nouveau rédacteur dans l'avocat Ernest Calligaris, de Gènes, qui, depuis plus de trente ans, se trouvait à la tête du *Cittadino* de Gènes et qui compte parmi les meilleures plumes de la presse catholique italienne.

M. Calligaris a accepté la nouvelle charge sur les instances du cardinal Mistrangelo, archevêque de Florence, et de Benoît XV lui-même.

Nécrologie

Mgr Luigi Daelli

La mort de Mgr Luigi Daelli, dont nous avons déjà parlé, est une grande perte pour la presse catholique d'Italie. Depuis l'âge de 23 ans, il dirigeait *l'Ordine*, le journal quotidien de Côme. Il était encore étudiant en théologie quand son évêque le chargea de cette mission délicate, à une époque de luttes politico-religieuses qui provoquèrent de profondes divisions même parmi les catholiques. Le jeune Daelli, fils de *l'Ordine* un journal influent et apprécié dans le diocèse et la province de Côme; cet organe est d'une orthodoxie impeccable. Mgr Daelli était en même temps très modéré dans ses expressions, ce qui le rendait parfois suspect aux plus ardents, mais ce qui lui permit de devenir un important élément dans la politique locale et nationale. Il dirigea aussi avec un grand talent le *Corriere della domenica* et le *Pro famiglia* de Bergame, deux périodiques qui ont fait beaucoup de bien dans l'Italie du Nord.

Les papes Léon XIII et Pie X l'eurent en particulière estime. Le premier l'avait nommé assistant ecclésiastique dans l'Euvre des congrès catholiques. Pie X lui conserva ce titre, après la réorganisation des forces catholiques, dans l'Union économique-sociale. Il prit ainsi une grande part au mouvement de la démocratie chrétienne.

On doit aussi à Mgr Daelli une vie de Pie X, très intéressante et très complète.

Confédération

Le chemin de fer de la Furka

On nous écrit de Berne: La Compagnie du chemin de fer de la Furka a avisé l'autorité fédérale que l'entreprise se voit forcée de suspendre tout service ferroviaire dès la fin du mois, les fonds nécessaires faisant complètement défaut pour continuer une exploitation qui ne couvre pas les frais.

La délégation du Conseil fédéral pour les questions ferroviaires — délégation qui se compose des chefs des départements des chemins de fer, des finances et politique — a décidé de laisser à son sort la Compagnie de la Furka, une intervention financière de la Confédération étant exclue.

Le capital de la Compagnie est exclusivement étranger; il y a pour 8 millions d'actions et pour 30 millions d'obligations. Les cantons et communes intéressés à l'entreprise au point de vue économique n'ont jamais consenti des sacrifices financiers.

CANTONS

TESSIN

Au Grand Conseil. — On nous écrit de Lugano, le 24:

Notre petit parlement a voté, dans cette session, des décrets en faveur des fonctionnaires et employés de l'Etat, portant augmentation de traitements et révision de la loi sur les successions. L'idée de l'imposition des descendants en ligne directe a rencontré un nombre respectable de partisans, se recrutant dans les différents groupes politiques.

Trop de discours et trop longs. Pour y parvenir, un excellent député des vallées, M. Bronz, a proposé que la durée maximum des discours soit fixée à 15 minutes; cette proposition était trop raisonnable pour rencontrer la faveur de la majorité.

Dans la presse. — On nous écrit de Lugano, le 20:

La *Gazzetta* annonce la sortie de sa rédaction de M. Humbert Cimasoni, qui y remplissait depuis trois ans les fonctions de rédacteur-chroniqueur; à sa place, entre M. Ezio Coreno, M. Cimasoni, qui reste collaborateur, est Italien; M. Coreno, Tessinois.

Action ouïrière catholique. — On nous écrit de Lugano, le 19:

Hier, au Patronage (Oratorio) de jeunes fil-

bouleversé par ce qu'il
monna à l'appartement.
le bague dans sa poche,
allant d'ici ce soir avoir
valait cinq cents francs.
cendre?

la bague au mont de
très froid, et comment
(A suivre.)

des Revues

industrie Rundschau. —
Zurich, Institut Orell
ro: 30 centimes.

nombre (numéro 2) de la
est d'une richesse ex-
ations et le texte con-
un tableau, aussi com-
services que les femmes
endant la guerre. Une
graphiques supérieures
font assister au travail
applissent dans les chan-
unitions, les ateliers de
destinés à la naviga-
ure, le service des an-
l'exploitation des che-
la police et dans bien
professionnelles. Les arti-
les graves commen-
te, la collaboration in-
laquelle la Grande-Bre-
grande partie, les suc-
aujourd'hui. On lira
s consacrées à l'activité

empoisonne la vie
la jeunesse de vol-
ant. La méthode de l'In-
Pente gère en pen-
le bégaiement le plus
en aussi que le bégaiement,
le développement, etc.

aveau! Notre gymnase
se rapidement à orga-
nisation en voir harmon-

K. Institut „Pente“, Lau-
P 1460 L 6035

T-NICOLAS

ous aviser
viser son

POSITION

TS

la

ABASTROU

FRIBOURG

sse et étrangers

DES TABACS

d, Caporal supérieur

re, etc.

uodière et ordinaire.

rés, Demi-Londres.

AVANE Premières

la Suisse: marques

CRÉPEL

GENÈVE

S

e, mais enrayez-la

Pétr-Gorge.

bon porte le nom

rs.

& Co, Berne.

idique

de l'après-midi, l'office

aux enchères publiques,

des vins vieux, apop.

1 grande glace, 1 chaise

1, 2 fauteuils, 1 armoire

1, 2 chevaux, 1 machine à

grand potager à gaz à

P 6183 F 6019

idique

de l'après-midi, l'office

aux enchères publiques,

les, M. Jornera, de la direction de l'organisation chrétienne sociale tessinoise, a donné une conférence sur la nécessité de la création de sections féminines de la Ligue ouvrière catholique. Le fruit a été immédiat : on constituait tout de suite un comité d'initiative pour la fondation d'une section à Lugano ; et toutes les ouvrières présentes (et elles étaient nombreuses) donnaient leur nom.

Les progrès continuent de la propagande socialiste ont dressé les yeux. Espérons qu'on ne les refermera plus.

La Suisse et la guerre

L'espionnage

Sur la dénonciation du gendarme Wipret, de Fribourg, faisant partie de la gendarmerie de l'armée à Bâle, deux engagés volontaires de cette gendarmerie, accusés d'avoir pratiqué l'espionnage à la frontière alsacienne, ont été arrêtés. Ils ont été conduits à Bâle par le brigadier de police de Lausanne Johannot, stationné à Porrentruy. Des civils sont compromis dans cette affaire ; d'autres arrestations sont imminentes.

FAITS DIVERS

SUISSE

Un vol de 30,000 francs

Un vol de 30,000 fr. a été commis à Lausanne, à l'hôtel Gibbon, hier soir, mercredi, au détriment d'une dame russe.

Cette dame avait quitté sa chambre à 7 h. 34 pour se rendre au dîner, laissant la porte ouverte. C'est à 8 h. 10 que l'on s'aperçut du vol.

Le voleur a pénétré dans la chambre, fracturé une porte, et emporté pour 20,000 fr. de bijoux et une somme de 10,000 roubles.

Echos de partout

LA BUREAUCRATIE NE DÉSAI-ME PAS

Un journal allemand rapporte les exploits suivants de la bureaucratie impériale :

Un chargement de sucre parti de Magdebourg (Saxe), à destination d'Arnsberg (Westphalie), a été acheminé par la voie maritime. Il était destiné aux confitures des ménages d'Arnsberg ; il est arrivé à destination quand les confitures étaient faites depuis longtemps.

7000 kilogrammes de poivre, expédiés de Brême à destination de Münster, ont également été envoyés par mer, au lieu d'être confiés au chemin de fer. Ce chargement de poivre alla se promener à Amsterdam, d'où il n'est jamais revenu. Il y en avait pour 375,000 francs. On promet 25,000 fr. à qui le fera retrouver.

MOT DE LA FIN

Dans une récente entrevue avec le général de Castellnou, M. Clemenceau, au moment de se séparer, dit :

— Que ferez-vous, après la guerre, général ?
— Après la guerre, Monsieur le Président, je pleurerai mes fils.

ARCHÉOLOGIE

La basilique de Saint-Démétrius

Le Journal des Débats a reçu la lettre suivante de M. Gustave Schindler :

Dans l'immense et tout récent désastre de l'incendie de Salonique, une des pertes les plus cruelles a été celle de la merveilleuse basilique byzantine de Saint-Démétrius. La presse n'ayant donné presque aucun détail sur la ruine de ce splendide édifice, on pouvait espérer que la nouvelle de sa totale destruction était exagérée. Hélas ! j'ai reçu hier, de la plus haute et plus sûre autorité archéologique, des renseignements désastreux autant que définitifs : « La catastrophe, m'écrit-on, est complète. Toute cette architecture grandiose est écroulée. Les charmanes mosaïques de la nef gauche, uniques dans leur genre, sont détruites. On n'en a sauvé que cinq ! »

C'est une perte immense pour l'art et l'archéologie. C'était un des plus beaux monuments byzantins, le tombeau fameux de saint Démétrius, patron auguste de Salonique. (Observons que « saint » Démétrius est un « saint » de l'Eglise schismatique grecque.)

L'abonnement à la « Liberté »

Le renchérissement de tout le matériel d'imprimerie, machines, papier, encre, force notre Administration à élever quelque peu le prix de l'abonnement à la LIBERTÉ pour 1918. Le nouveau tarif, qui vaudra dès le premier janvier prochain, est établi comme suit :

Pour le canton et la Suisse, l'abonnement sera de 15 fr., pour l'année entière ; de 8 fr., pour six mois ; de 4 fr. 50, pour trois mois ; de 1 fr. 80, pour un mois ; l'abonnement pour service militaire sera de 1 fr. par mois.

Pour l'étranger, l'abonnement sera de 30 fr., pour l'année ; de 16 fr., pour six mois ; de 9 fr., pour trois mois ; de 3 fr. 20, pour un mois.

Les nouveaux abonnés pour 1918 recevront la LIBERTÉ gratuitement pendant la seconde quinzaine de décembre 1917.

NEURALGIE, MIGRAINE, MAUX DE TÊTE
KEFOL REMÈDE SOUVERAIN KEFOL

Bouteille 100 capsules — 2 fr. 1.50 — Pharmacie Chamois.

FRIBOURG

Grand Conseil

SESSION DE NOVEMBRE 1917

Séance du 27 novembre

La révision constitutionnelle

(Suite)

Après M. Paul Morard, dont nous avons publié hier l'exposé, plusieurs des cosignataires de la motion ont pris la parole.

M. Joseph Pasquier rappelle qu'il a signé la motion, en mai dernier, sans une minute d'hésitation, parce qu'elle répondait à un vœu qu'il avait des longtemps exprimé. Il réfute l'objection qu'on a faite aux motionnaires, d'avoir brusqué les événements. En discutant trop longtemps, dit-il, avant d'opérer notre offensive constitutionnelle, nous risquons de nous faire ensevelir dans les tranchées, parfois profondes et dangereuses, de délibérations oiseuses, et nous nous exposons, sinon à un entêtement de première classe, du moins à des renvois décourageants.

Personnellement, j'avais exprimé plus d'une fois mon désir de révision constitutionnelle à l'un ou l'autre de nos hauts magistrats ; mais, comme Saur Anne, je ne vis jamais rien venir. Aussi suis-je heureux de pouvoir aujourd'hui expliquer ma signature devant le Grand Conseil.

On a fait observer encore que notre demande de révision ne portait que sur des points secondaires et n'était pas suffisante. Nous répondons à cela que le programme de notre motion n'est pas limitatif, ni restrictif. Notre idée est que l'étude doit développer et compléter le projet.

Au moment où l'on parle partout de préparer l'après-guerre, nous avons pensé que l'une des premières préparations pour notre canton était de modifier sa constitution, vieille de douze lustres. Un député disait récemment au Grand Conseil que Fribourg ne devait pas toujours faire exception dans la famille confédérée.

Je relève ce jugement pour l'appliquer à la charte de notre république. Ne nous laissons pas toujours devancer ; sachons plutôt, de temps à autre, prendre les devants.

Tout dernièrement, le Chef vénéré du diocèse rappelait des droits spéciaux qu'auraient les peuples, après la guerre, à se gouverner eux-mêmes. Des sceptiques sourient encore quand on parle de démocratie et d'extension des droits populaires ; sans discuter ce chapitre d'une si brûlante actualité, constatons que, fatalement et à grands pas, nous arrivons à la multiplication des pouvoirs populaires. Notre nouvelle constitution devra être le reflet de cette marche ascendante vers la démocratie.

Notre motion ne parle pas de la proportionnelle. J'ai toujours estimé ce système équitable et je lui suis resté fidèle. Je constate aujourd'hui que la R. P. a fait son chemin. On a goûté un peu partout aux ententes politiques et on en a vu le côté faible. On a remarqué que les comités devaient compter parfois avec des récalcitrants. La méthode des concessions à l'amiabilité a certainement des avantages, à défaut de la proportionnelle. J'ai toujours été partisan de la représentation des minorités politiques dans les pouvoirs publics. Aujourd'hui, plus que jamais, la collaboration loyale de tous les enfants du pays à la bonne marche des affaires publiques s'impose.

Quelle est la solution à envisager ? La représentation proportionnelle. Ce principe devra être inscrit dans notre constitution cantonale ; il le sera sous peu dans la constitution fédérale.

N'oublions pas cependant que la proportionnelle est un simple système électoral ; je considère ce système comme le plus équitable et le plus juste ; rien de plus. Je connais aussi les inconvénients du procédé ; je comprends ceux qui ont hésité et qui hésitent encore. Je relève seulement le fait que la R. P. est le mode électoral de l'avenir.

Loin de moi l'idée de critiquer notre ancienne constitution cantonale. Elle fut bonne et bien comprise ; elle était adaptée aux nécessités du passé, et si nous nous décidons à l'ensevelir, ce sera avec les honneurs dus à une respectable parente.

Il en est des lois et des constitutions comme de nos machines agricoles et industrielles. Les principes du progrès s'appliquent dans tous les domaines. Un pays ne peut rester stationnaire. Il doit marcher toujours de l'avant, et il doit le faire généreusement, je dirai même avec une forte dose d'idéalisme au cœur, c'est-à-dire sans renier son passé.

Nous comprendrons tous ici l'intérêt du travail qui va s'accomplir. J'espère aussi que notre autorité exécutive, fidèle comme nous voulons l'être nous-mêmes aux principes chrétiens qui ont présidé à l'œuvre de nos aïeux, fera sienne l'œuvre de révision que nous lui demandons. Cette révision constitutionnelle est dans l'intérêt du pays.

M. Bariswyl déclare que les motionnaires désirent, d'une part, que les droits populaires soient augmentés dans la constitution et, d'autre part, que la bureaucratie soit diminuée. Un peuple libre a le droit de choisir lui-même ses chefs. Les députés au Grand Conseil ne renonceraient pas à leur rôle en attribuant au peuple le choix des membres du gouvernement ; il n'y a pas non plus, de ce fait, de diminution *capitis* pour les conseillers d'Etat, au contraire.

Nous ne demandons pas un bouleversement des choses existantes, mais seulement une adaptation aux exigences des temps actuels et aux desirs de la volonté populaire.

M. Ernest Weck fait l'histoire de la constitution fribourgeoise, vieille de soixante ans, élaborée après une époque troublée, avec la tendance marquée de restreindre les droits des ci-

toyens et d'éviter les occasions d'agitation. Mais la nouvelle génération demande qu'on élargisse les cadres trop exigus de l'édifice ; elle entend participer plus activement aux affaires publiques et posséder la pleine liberté que sont en droit de posséder les citoyens d'un pays vraiment démocratique.

Il ne se passe guère de session où l'on ne dise que telle modification, ou telle transformation, serait utile ou même nécessaire ; mais il faudrait pour cela une révision de la constitution. Et l'on hésite, et l'on contourne et l'on viole parfois la loi. Par-ci par-là, on entrebâille la porte et l'on adopte une « révisionnette ». Assez de ce demi-travail. Ne craignons point d'ouvrir la porte toute large et d'introduire dans notre charte cantonale, après une étude approfondie, toutes les améliorations jugées nécessaires ou utiles.

Le peuple fribourgeois est calme et réfléchi ; il demeure fondamentalement conservateur ; on peut avoir confiance dans son bon sens et sa sagesse politique. En son nom, les motionnaires demandent qu'il soit permis au peuple de désigner lui-même les magistrats chargés de conduire le char du pays. Qu'y a-t-il à redouter de cette innovation, qu'on adopte presque tous les cantons suisses ? Désignés directement par le souverain, les hommes du gouvernement seront peut-être plus près du peuple et moins accessibles aux influences des coteries.

L'incompatibilité du mandat de député et de celui de conseiller d'Etat n'est pas moins légitime. Il ne sied pas d'être à la fois contrôleur et contrôlé.

La limitation du nombre des conseillers d'Etat faisant partie des Chambres a été inscrite dans la plupart des constitutions cantonales. Elle s'impose, avec l'accroissement du travail qu'on exige de nos magistrats.

La réorganisation judiciaire est depuis longtemps à l'ordre du jour dans le canton. Notre machine judiciaire est trop lourde et trop compliquée.

Quant au référendum et à la proportionnelle, pourquoi ne pas s'y rattacher, plutôt que de recourir à ces compromis ou à ces concessions, qui faussent l'esprit politique de nos concitoyens, et entraînent tout un cortège d'embarras et d'ennuis ?

Ce n'est pas le bouleversement et l'abandon complet de notre système politique que nous préconisons. C'est l'introduction d'améliorations qui ont fait leurs preuves ailleurs et qui trouveront chez nous un excellent terrain d'application. Le peuple demande à faire entendre sa voix sur certaines questions qui le touchent ou l'intéressent plus particulièrement. Donnons-lui le moyen de se faire entendre, et faisons-lui confiance en prenant en considération la motion que nous vous présentons.

M. Udatric Biotley, je me suis empressé de signer la motion de M. Morard, car je suis un partisan convaincu des droits populaires. Une pétition demandant leur extension est d'ailleurs partie de la région que j'ai l'honneur de représenter.

Sans revenir sur les différents vœux qui font l'objet de la motion, je ne voudrais qu'insister sur la question de la réduction du nombre des députés au Grand Conseil. Aux termes de l'article 37 de la Constitution cantonale, les assemblées électorales nomment un député pour 1200 âmes de population, et la fraction au-dessus de 300 âmes donne également droit à un représentant. Le dernier recensement a porté à 115 le nombre des représentants du pays au sein de notre assemblée législative. En vue de réaliser des économies, je proposerais que, à l'avenir, il soit nommé un député pour 1500 ou 2000 âmes de population ; cette mesure aurait pour effet de réduire à 90 ou à 70 le nombre des députés au Grand Conseil. L'économie qui en résulterait permettrait de mieux répartir les représentants du peuple qui, s'ils étaient mieux payés, travailleraient peut-être aussi avec plus de zèle. (Rires.)

M. Maurice Berset dit qu'aucune idée révolutionnaire n'a traversé le cerveau des motionnaires. Ce qu'ils demandent, ce ne sont pas non plus des concessions, mais le libre exercice de droits acquis. L'article 1er de notre Constitution dit que la souveraineté réside dans l'universalité du peuple. Or, jusqu'ici, le peuple fribourgeois ne possède qu'un minimum de droits constitutionnels. Il est appelé à nommer ses représentants au Grand Conseil et, après avoir accompli cette mission, il se repose pendant cinq ans. Mais ce peuple, dont les sentiments démocratiques ont certainement été éveillés par la guerre, demande aujourd'hui à exercer une influence plus directe dans l'administration de la chose publique, en proposant des lois, en s'opposant à celles qui lui déplaisent, en nommant ses magistrats. Et c'est là le progrès démocratique que nous demandons.

La Constitution de 1837 est devenue désuète. Depuis cette époque, la centralisation fédérale a marché à grands pas. Il en est résulté un abus de la raison d'Etat. Notre Constitution cantonale à son tour est devenue une sorte de coffret dont les parfums se seraient évaporés. Toutes les réformes que nous avons faites ont été entreprises en marge de la Constitution. Il faut que notre charte cantonale redevienne ce qu'elle doit être, la pierre fondamentale sur laquelle repose l'édifice de nos institutions politiques.

La réforme judiciaire, dont tout le monde reconnaît la nécessité, devra se faire dans deux domaines : celui de l'organisation judiciaire et celui de la procédure. M. le directeur de la justice a raison de se refuser à entreprendre la réforme de la procédure avant celle de l'organisation judiciaire. Ce serait mettre la charrue devant les bœufs ; les deux réformes doivent être menées de front.

En terminant, M. Berset exprime son plein espoir dans l'esprit d'équité du Grand Conseil et dans le bon sens dont a toujours fait preuve le peuple fribourgeois.

Réponse de M. le conseiller d'Etat Deschenaux Directeur de la Justice

Le Conseil d'Etat s'est réuni, hier soir, pour examiner l'attitude qu'il allait prendre à l'égard de la motion qui vient d'être développée. Il m'a chargé de proposer au Grand Conseil de prendre la motion en considération et de la renvoyer au Conseil d'Etat pour préavis, cela en application de l'article 90 du règlement du Grand Conseil. Cet article n'est pas toujours appliqué strictement ; il est bon d'en rappeler le principe. En présence d'une motion, le Grand Conseil ne peut se prononcer, lors de la première discussion, que sur la question de la prise en considération. Cette prise en considération étant votée, la motion doit être renvoyée ou bien au Conseil d'Etat pour préavis, ou bien à une commission, ou bien être traitée immédiatement par le Grand Conseil.

Nous vous proposons, étant donnée l'importance de la motion, de la prendre en considération et de la renvoyer au Conseil d'Etat pour examen. Le gouvernement entend n'être pas lié par le renvoi et pouvoir discuter dans le rapport qu'il vous présentera non seulement les points touchés par les motionnaires, mais aussi d'autres réformes qu'il jugerait utile d'introduire dans la constitution. Ceci dit, Messieurs, vous ne permettrez, à titre personnel, comme directeur de la Justice, chargé de la législation générale, à teneur de l'arrêté fixant les attributions et directions, de discuter brièvement les réformes proposées par la motion.

Les motionnaires veulent une révision partielle de la constitution. Ils ne songent pas, comme la proposition en avait été faite en 1907, à une révision totale de notre charte. Ils ont déclaré qu'ils entendaient conserver les grands principes de religion, de patriotisme et de liberté qui figurent dans la constitution de 1837 et qui, on peut le dire, ont fait le bonheur de notre peuple durant les soixante dernières années (Rires).

Je suis heureux de cette déclaration et je crois aussi qu'il ne faut pas toucher au fond même de notre constitution. La révision partielle doit être soumise au Grand Conseil, puis au peuple, tandis qu'une révision totale exigerait la convocation d'une assemblée constituante.

La réforme demandée a pour *leitmotiv* l'extension des droits populaires. Les motionnaires en font une énumération énonciative et non limitative, introduite par le mot « notamment ». Il est donc entendu que, aux réformes proposées, il peut s'en ajouter d'autres, dans le sens de l'augmentation des droits populaires. C'est ainsi que dans la discussion qui vient d'être soulevée, on nous a parlé du référendum législatif, de l'initiative populaire, de la proportionnelle, toutes choses qui sont introduites, aujourd'hui seulement, au débat.

Je dois cependant relever qu'un des motionnaires est sorti du domaine des droits populaires, lorsqu'il a préconisé la réduction du nombre des députés.

Cette question, très intéressante pour elle-même, n'a véritablement rien à voir avec un accroissement des droits du peuple. Cependant, si notre population de 140,000 habitants avait croité encore, la proposition de M. Biotley se justifierait pleinement. La salle où nous sommes est remplie à l'extrême. La proportion d'un député par 1200 âmes de population pourrait facilement être ramenée à celle d'un député pour 1500 ou 2000 âmes.

Notre constitution actuelle date de 1837. Elle a été mise sur pied après la tourmente de 1848, et, dans un but facile à comprendre, elle a été rédigée de façon à en rendre les modifications compliquées et difficiles. Aussi les révisions auxquelles elle a été soumise pendant les soixante dernières années sont-elles très peu nombreuses. En 1875, on a établi une division du canton en sept cercles électoraux pour la nomination des députés au Grand Conseil. En 1885, la nomination des syndics a été attribuée aux communes. En 1893, apparaît la réforme la plus considérable, qui touche au Tribunal cantonal, à l'organisation politique et administrative des communes, au mode de révision de la constitution elle-même.

La motion qui nous est présentée tend à l'extension des droits populaires. Examinons donc les droits que la constitution actuelle confère au peuple sur le terrain cantonal.

L'électeur se prononce sur la constitution elle-même par voie d'initiative de 6000 citoyens ; il nomme les députés au Grand Conseil, les jurés, les conseillers communaux et paroissiaux. C'est peu de chose. Dans les autres cantons suisses, on est allé beaucoup plus loin, et le peuple est appelé à se prononcer dans bien d'autres domaines.

On a dit pendant longtemps qu'il ne fallait pas donner au peuple plus de droits qu'il n'en demandait et que le peuple fribourgeois n'en demandait pas plus qu'il n'en possédait. Cela a pu être vrai jadis ; mais je me demande si la situation n'a pas un peu changé et si notre peuple ne désire pas participer un peu plus activement à la vie publique. J'étais ici une idée personnelle, qui ne doit pas lier le Conseil d'Etat. J'estime qu'il faut faire quelque chose de plus pour notre peuple. Il ne faut pas oublier que l'article 1er de notre constitution proclame que « la souveraineté réside dans l'universalité du peuple » et que, dès lors, celui-ci doit être mêlé davantage à la vie publique. Au moment où l'instruction a pénétré dans toutes les couches sociales, où les journaux sont répandus dans les villages les plus reculés, il convient de donner aussi à nos populations une éducation politique conforme à l'instruction reçue.

Ces réflexions peuvent paraître un peu nouvelles sur les bancs du gouvernement et dans un parlement où toute réforme constitutionnelle a été longtemps considérée comme une montagne à renverser. Mais il faut vivre avec son temps, ne pas oublier que nous sommes en démocratie, ne pas repousser le progrès et avoir confiance dans le bon sens et le patriotisme de nos excellentes populations.

Je voudrais passer brièvement en revue les diverses demandes exposées par les motionnaires.

L'élection des conseillers d'Etat par le peuple. — Le gouvernement se trouve évidemment dans une situation quelque peu délicate pour s'exprimer sur ce point, puisqu'il est directement en cause. Mais il ne faut pas oublier que le nouveau mode proposé par les motionnaires est déjà en vigueur dans la plupart des cantons.

L'expérience de nos Confédérés enseigne que la nomination directe des conseillers d'Etat a son bon et son mauvais côté. Elle donne aux motionnaires une certaine indépendance vis-à-vis du Grand Conseil. D'autre part, on me signalait, il n'y a pas longtemps, le danger que les conseillers d'Etat élus par le peuple s'inquiètent un peu trop de ne pas perdre leur popularité auprès de leurs électeurs. On me signalait le cas d'un canton où la loi sur la police forestière était moins bien appliquée depuis que le chef du département était nommé directement par le peuple. J'espère bien que chose pareille ne se passerait pas chez nous ; de fait, est-ce qu'elle a été possible ailleurs.

L'incompatibilité du mandat de député avec la charge de conseiller d'Etat. — Je crois que la réforme serait heureuse. Les conseillers conserveraient le droit de prendre part à tous les débats ; mais ils ne voteraient pas. Les députés seraient plus libres dans l'expression de leurs votes, et les conseillers d'Etat, de leur côté, seraient plus à l'aise. Lorsque le Conseil d'Etat a soutenu un projet, souvent contre le gré d'une partie du Grand Conseil, et qu'il prend ensuite part au vote, il donne l'impression d'être jugé de sa propre cause. La plupart des cantons suisses ont d'ailleurs admis l'incompatibilité en question.

Limitation du nombre des conseillers d'Etat pouvant faire partie des Chambres fédérales.

Sans doute, les affaires fédérales prennent à l'heure actuelle, beaucoup de temps ; mais il faut tenir compte de la situation spéciale de notre canton, de la faible distance qui sépare Fribourg de Berne, ce qui permet aux députés fribourgeois de s'occuper des affaires cantonales pendant les sessions des Chambres.

La plupart des cantons ont limité à deux ou trois le nombre des conseillers d'Etat pouvant siéger à Berne. Chose très curieuse : le canton de Soleure, avec un Conseil d'Etat de cinq membres, vient de décider que trois d'entre eux pourraient être députés aux Chambres. C'est donc la majorité du gouvernement qui, à un moment donné, peut se trouver hors du canton. Ce système me paraît pas heureux. Je considère que le Conseil d'Etat doit, même pendant la durée des Chambres, pouvoir siéger et prendre des décisions valables. Si ce principe était admis, il pourrait y avoir à Berne — c'est le cas maintenant — trois conseillers d'Etat, les quatre autres pouvant légalement tenir séance. En tout cas, il est très désirable, nécessaire même, que le gouvernement soit représenté dans chacune des deux Chambres fédérales.

Réforme de l'organisation judiciaire et de la procédure. — J'ai déjà eu l'honneur de m'expliquer à ce sujet à diverses reprises dans cette enceinte. Notre organisation judiciaire doit être modifiée. C'est une nécessité ; mais elle ne peut l'être que par une révision de la constitution. attendu que, à l'heure actuelle, presque tout ce qui concerne les tribunaux figure dans la constitution elle-même. La première chose à faire pour changer notre système judiciaire, c'est de changer la constitution. Comme directeur de la Justice, je salue donc avec plaisir la proposition des motionnaires.

Quand le moment sera venu, je vous demanderai d'adopter le mode des constitutions de Zurich, de Bâle et de Neuchâtel, où la constitution dit simplement que tout ce qui concerne l'organisation des tribunaux, leur nombre et leurs compétences, est réglé par la loi, et non par la constitution. A ce moment-là, nous vous présenterons un projet de loi réglant toute l'organisation judiciaire, et, après, un projet de réforme de notre code de procédure civile.

Telles sont les propositions érites qui figurent dans la motion. Dans le développement de celles-ci, les motionnaires ont avancé pour la première fois trois demandes nouvelles : le référendum, l'initiative populaire, la proportionnelle. Je dois dire quelques mots de ces trois questions. Le référendum d'abord. Les motionnaires proposent le référendum législatif, et seulement facultatif. Si le référendum doit être introduit dans notre constitution, je suis d'accord avec les motionnaires que sent, le référendum législatif facultatif se justifie, et encore, à la condition que le nombre de signataires soit élevé.

Le référendum financier, qui existe dans un certain nombre de cantons, s'est révélé comme un sabot, de nature à empêcher tout progrès économique et à priver l'Etat des moyens financiers dont il a besoin. Ainsi, dans un grand canton de la Suisse centrale, depuis que le référendum financier existe, il est impossible au Grand Conseil de faire passer un impôt quelconque, et l'administration ne sait plus comment se retourner.

Il ne faut pas non plus admettre le référendum obligatoire, car c'est une source de frais souvent inutiles et de lenteurs certaines dans l'application des décisions du Grand Conseil. Seules, les questions importantes qui agitent l'opinion et sont pour elle d'intérêt majeur doivent être soumises au peuple. C'est pour la même raison que, à mon avis, une demande de référendum doit être appuyée d'un nombre imposant de signatures. Dans les cantons suisses, ce nombre varie de 1000 à 6000. Nous pourrions adopter le chiffre de 5000, qui est celui des cantons de l'importance du nôtre.

Ce que je dis du référendum vaut également pour l'initiative populaire. L'initiative populaire, dit la Constitution de Neuchâtel, est le droit de proposer au Grand Conseil l'adoption, l'élaboration, la modification ou l'abrogation

d'une loi ou d'un décret, assez, ce qu'est l'initiative, pouvoir être dispensé de détails.

Ici aussi, d'ailleurs, faut admettre un nombre considérable ; à l'instar des autres cantons, nous devons élire que pour signatures.

La proportionnelle ! Lente et délicate, qui a mené suisses et qui, pendant devant les Chambres du canton de Fribourg, après avoir donné raison en faveur de ce projet, dans la dernière très forte majorité, qu'en sera-t-il de sera soumise au peuple pas laire de pronostic ; que les électeurs fribourgeois grand nombre dans le

Le système « proportionnel » chemin. Vous avez vu un grand canton de Zurich, qui formellement opte 45,000 voix contre 41,000. Aux assises du parti, nous se tenir à Berne d'Etat, l'une des voix le parti, a fait la proposition au système nouveau, et définitivement sur le p pression qu'elle inclinait portionnalistes.

On nous dit que la avances d'être admises se fait se produit, si, cantons l'acceptent, je pourrons y résister long

Au renouvellement du en a essayé, dans le système des concessions un peu tard, et des démontré qu'il n'était p pliquer.

Quel qu'il en soit, je de la proportionnelle, soulevée par l'un des examinée par le Conseil que les autres réforme question qui, à mon se tution et non point de

L'adoption de ce mo à l'ensemble de notre vation si profonde qu'e que par une vote consti question de principe p ont dans la R. P., l' constitution. Nous deve resté, l'article 40 de prévoit que, en cas de Grand Conseil, il y est de deux mois. Or, avec nel, cet article est in de vacance, c'est u devient député sans aurait donc obligation et article. C'est ce qu'a sident du Conseil d'Etat lors de la discussion Barisch et consorts, du système « proportionnel » Grand Conseil. J'ajoute renvoyée au Conseil d'E sent le gouvernement

rapport. La guerre et le canton d'attendre la proportionnelle fédérale retard ; mais j'estime qu'exprimer sur la prop pouse qu'il fera à la m fait même, il aura répo Posée par le parti libé

En résumé, je vous Conseil d'Etat, de pren dévotion et de nous la r Les considérations que tion sont, je le répète, t doivent pas bier le Con réserver son opinion.

Dans des questions de qui viennent d'être dis prier que du bien du progrès. Si les modificat sner ce résultat, ch de l'avant avec courage.

M. Montenach se den bien favorable pour l'en tution. Cette question une époque normale. Le forateur se déclare par n'y a pas lieu de regr canton de Fribourg n'a dans la voie de l'exten res ; nous pourrions p fautes.

Les conseillers d'Etat n'auront pas moins d' Conseil que s'ils étaien bée législative.

Quant aux députés a bien admettre que deu d'Etat fassent partie d qu'un troisième soit con

M. Montenach recom l'organisation judiciaire proportionnelle. Mais il au Conseil d'Etat le question et ne pas l'ui Présentation de son pr

La-dessus, la discussi Conseil décide la prise motion et son renvoi d'ude et rapport.

Séance de clôture

Le Grand Conseil a plupart des tractanda rapport au Tribunal c pêche, achat de tracteu

Dernière Heure

Sur le front occidental

Commentaire Havas

Paris, 29 novembre.

(Havas.) — Les Allemands, considérablement renforcés, continuent à défendre Cambrai avec opiniâtreté. Les combats qui se poursuivent, avec une violence extrême, à l'ouest de la ville, dans le secteur de Fontaine-Bourlon-Mauvres, passent par des alternatives diverses, de sorte qu'il est impossible actuellement d'en fixer l'issue. L'essentiel à retenir, c'est que, si nos alliés britanniques n'avaient plus que lentement, après les coups de surprise des 20 et 22 novembre, en tout cas, l'ennemi ne peut rétablir ses anciennes positions et il se borne à opposer une résistance désespérée pour éviter de voir s'élargir l'étendue du terrain qu'il a perdu.

Ce temps d'arrêt était donc prévu. Il est parfaitement normal. Les communiqués français, de leur côté, ne signalent que des luttes d'artillerie ou des actions secondaires.

Service solennel à Milan

Milan, 29 novembre.

(Stefani.) — Un service religieux solennel a eu lieu à la basilique de Saint-Ambroise, pour invoquer la victoire.

Y assistaient de nombreuses autorités, dont le général commandant de corps d'armée, de nombreux officiers supérieurs, le préfet, des sénateurs et députés, le commandement français au complet, une foule énorme et des militaires de toutes les armes.

Le cardinal Ferrari a prononcé un discours patriotique.

La guerre en Afrique

Londres, 29 novembre.

Communiqué officiel de l'Est africain : Les forces allemandes, sous les ordres du colonel Tafel, mentionnées dans les communiqués des 20 et 23 novembre, comme se dirigeant vers le sud, après avoir quitté la région de Mahenge, se sont dirigées rapidement vers le sud-est, dans la direction de Novele, ignorant évidemment que nous occupions la localité.

Le 27 novembre, le colonel Tafel, 12 officiers, 6 médecins militaires, 92 sous-officiers et soldats allemands, 1212 mâtars et 2200 autres ont capitulé sans conditions.

Les événements de Russie

Pétrograd, 29 novembre.

(Havas.) — Les maximalistes annoncent que, après une lutte de quatre jours, ils ont le contrôle à Tachkent (Turkistan russe).

Le général Korovin a été arrêté.

Pétrograd, 29 novembre.

(Havas.) — Les prévisions des journaux sur les élections de la Constituante à Pétrograd sont assez diverses. On croit que les maximalistes ont recueilli un grand nombre de voix, grâce à la discipline de la garnison et de la classe ouvrière.

M. Malvy et la Haute cour

Paris, 29 novembre.

(Havas.) — Au cours de la séance de la Chambre (voir Nouvelles du jour), M. Maurice Barrès a accusé ostensiblement M. Malvy.

M. André Hesse a constaté que la commission n'a procédé à aucune instruction préalable et a demandé le renvoi du rapport à la commission pour que l'affaire soit mise en état.

M. Clémenceau répondit que le gouvernement sera probablement amené prochainement à préparer une résolution sur les instructions en cours, qui ont été retardées par de nouvelles découvertes quotidiennes.

M. Malvy réclame pour la France toute la lumière et toute la justice. Il ne veut pas que la justice se prononce sur M. Daudet, mais sur lui. Il veut laisser un nom d'honnête homme et demande à la Chambre de ne pas le lui refuser.

C'est pourquoi il demande la juridiction de la Haute cour.

La Chambre repousse, ensuite, par 498 voix contre 27, une motion Senhat-Hesse, demandant le renvoi du rapport à la commission, pour la mise en état du dossier par une instruction préparatoire.

La Chambre adopte, par 512 voix contre 2, les conclusions de la commission qui, rappelant les accusations portées contre M. Malvy par MM. Clémenceau et Daudet, déclarent que, dans l'intérêt de la paix publique, la lumière doit être faite sur ces accusations et ordonne la mise en accusation de M. Malvy et son renvoi devant le Sénat.

Au Reichstag de Vienne

Vienne, 29 novembre.

(B. C. V.) — La Chambre des députés a adopté une motion exprimant la désapprobation de la Chambre aux membres de la commission de contrôle des finances de l'Etat pour sa collaboration aux opérations financières exécutées depuis 1912.

Le ministre des finances a reconnu la nécessité, dans l'intérêt d'une rapide liquidation des projets d'impôts de guerre, de l'acceptation du projet de compromis Humer, qui accepte la rétroactivité de l'impôt de guerre et se rapproche, en ce qui concerne l'imposition des sociétés, du point de vue de la Chambre des seigneurs.

Une scène bruyante s'est produite, à propos d'une déclaration de Humer, suivant laquelle les socialistes auraient reçu de l'argent de l'ancien ministre des finances Spitzmuller, d'accord avec le comte Stürgkh.

SUISSE

La frontière italienne

Bellinzona, 29 novembre.

Le Douve enregistre le bruit de la prochaine réouverture de la frontière italienne pour laisser entrer en Suisse d'importants envois de marchandises accumulées à la gare de Côme et consistant surtout en denrées alimentaires.

Gisements de minerais

Lugano, 29 novembre.

L'ingénieur Maselli a demandé au Conseil d'Etat la faculté d'exploiter des gisements de minerais contenant des métaux précieux, dans plusieurs communes du Malcantone.

Le port de la Suisse

Lugano, 29 novembre.

Le *Corriere del Ticino* ayant écrit, à propos de l'extension de la zone de guerre dans la Méditerranée, que l'Allemagne veut bloquer la Suisse, le consul d'Allemagne a adressé au *Corriere del Ticino* une déclaration dans laquelle il est dit que l'extension de la zone de guerre concerne l'Orient et que rien ne sera changé en ce qui concerne le port de Côme, qui reste libre comme par le passé.

L'assurance-accidents

Lucerne, 29 novembre.

Etant donné l'état des travaux de préparation de l'assurance-accidents, le Conseil d'administration, à Lucerne, a décidé de renvoyer au 1^{er} avril 1918 l'entrée en vigueur de l'assurance fédérale contre les accidents, qui devait être appliquée dès le 1^{er} janvier.

La pénurie du lait

Zurich, 29 novembre.

La ville de Zurich est obligée de recourir au rationnement du lait dès le 1^{er} décembre. Il est prévu, pour les enfants au-dessous de 1 an, pour les mères de famille, les malades, une ration d'un litre par jour; pour les enfants de 4 à 10 ans, trois quarts de litre; pour les enfants de plus de 10 ans et les autres consommateurs, un demi-litre.

Les instituteurs sous les drapeaux

Frauenfeld, 29 novembre.

Le Conseil d'Etat a décidé que les communes devront se charger des frais de remplacement des instituteurs appelés au service militaire. L'Etat fournira un subside de 30 %.

SOCIÉTÉS DE FRIBOURG

Orchestre de la Ville. — Ce soir, jeudi, à 8 1/2 heures, répétition générale au local, Palais de justice.

L'Avenir, Caisse-maladie. — Demain, soir, vendredi, à 8 heures précises, réunion du comité et des commissaires.

Männerchor. — Heule Abend, 8 Uhr, 10 Uhr.

Société d'histoire. — Réunion jeudi, 29 novembre, à 2 heures, à l'Hôtel de la Tête-Noire : Projet d'acquisition du château de Bulle pour l'aménagement du Musée gruyérien et de la Bibliothèque (fondation Victor-Tissot). — Projet de jeton commémoratif que la Société suisse de numismatique se dispose à frapper à l'occasion du 1^{er} congrès historique suisse à Fribourg, en juin 1918. — Notice sur la famille Fontaine de Fribourg, par M. Tobie de Remy, archiviste. — Armoiries découvertes pendant les travaux de restauration à l'ancien couvent des Augustins, par M. Max de Tschertmann. — Les fouilles du Mouret, par le président.

Calendrier

VENDREDI 30 NOVEMBRE

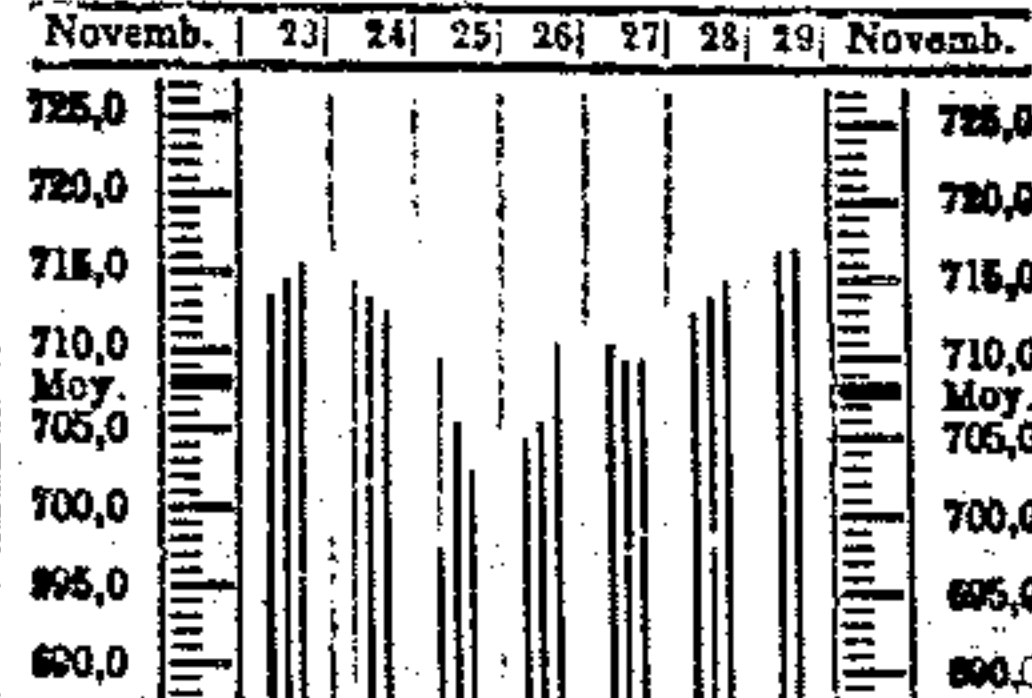
Saint André, apôtre

Saint André était frère de saint Pierre et disciple de saint Jean-Baptiste. C'est le premier apôtre qui se soit attaché à Jésus-Christ. Après l'Ascension, il prêcha l'Evangile dans la Scythie, l'Épire, la Thrace, la Grèce et mourut crucifié à Patras, en Achaïe. « O bonne croix, s'écria-t-il, recevez aujourd'hui le disciple de Celui qui a voulu expier entre vos bras ! O croix ardemment désirée, rendez-moi à mon divin Maître ! »

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Du 29 novembre

BAROMÈTRE



THERMOMÈTRE C.												
Novemb.	23	24	25	26	27	28	29	Novemb.	23	24	25	26
8 h. m.	1	1	5	1	6	2	2	8 h. m.	1	1	5	1
1 h. a.	2	1	0	3	2	3	3	1 h. a.	2	1	0	3
3 h. a.	2	6	2	1	0	1	1	3 h. a.	2	6	2	1

On demande à acheter

Tapis d'Orient

par n'importe quelle quantité

aux plus hauts prix

Adr. offres E. Barro, Hôtel City, Zurich

P. S. — Sont refusés tapis lavés au chlore ou faux-anciens.

Buvée de

STIMULANT

Apéritif au Vin et Quinquina

d'une loi ou d'un décret. Cette définition dit assez ce qu'est l'initiative; je me crois dès lors pouvoir être dispensé de donner de plus amples détails.

Ici aussi, d'ailleurs, pour parer aux abus, il faut admettre un nombre de signatures un peu considérable; à l'instar de ce qui se fait dans les autres cantons, nous devrions adopter le même chiffre que pour le référendum, soit 5000 signatures.

La proportionnelle! C'est une question brûlante et délicate, qui a souvent agité les parlementaires suisses et qui, aujourd'hui encore, est pendante devant les Chambres fédérales. L'attitude du canton de Fribourg dans ce domaine a varié. Après avoir donné une majorité considérable en faveur de ce système, Fribourg s'est prononcé, dans la dernière votation fédérale, à une très forte majorité, contre la proportionnelle. Qu'en sera-t-il demain, quand la question sera soumise au peuple suisse? Je ne voudrais pas faire de pronostic; mais je ne suis pas sûr que les électeurs fribourgeois se rangent en aussi grand nombre dans le camp des majoritaires.

Le système proportionnel semble faire du chemin. Vous avez vu que, à la fin de 1916, le grand canton de Zurich, qui, jusqu'alors, s'y était formellement opposé, s'y est rallié, par 48 000 voix contre 41 000.

Aux assises du parti radical suisse, qui viennent de se tenir à Berne, M. Scheurer, conseiller d'Etat, l'une des voix les plus autorisées de son parti, a fait la proposition de donner les mains au système nouveau, et l'assemblée, sans voter définitivement sur le principe, a laissé l'impression qu'elle inclinait plutôt vers les proportionnalistes.

On nous dit que la proportionnelle a des chances d'être admise sur le terrain fédéral. Si le fait se produit, si, d'autre part, les grands cantons l'acceptent, je me demande si nous pourrions y résister longtemps encore.

Au renouvellement du Grand Conseil, en 1916, on a essayé, dans le canton de Fribourg, du système des concessions. En soi, ce système est un peu hâtard, et des événements récents ont démontré qu'il n'était pas toujours facile à appliquer.

Quel qu'il en soit, je considère que la question de la proportionnelle, qui a été formellement soulevée par l'un des motionnaires, devra être examinée par le Conseil d'Etat, en même temps que les autres réformes proposées. C'est une question qui, à mon sens, relève de la constitution et non point de la loi.

L'adoption de ce mode électoral apporterait à l'ensemble de notre vie publique une modification si profonde qu'elle ne peut être décidée que par une voie constitutionnelle. C'est là une question de principe politique. Les cantons qui ont admis la R. P., l'ont introduite dans leur constitution. Nous devons faire de même. Du reste, l'article 40 de la constitution actuelle prévoit que, en cas de vacance d'un siège au Grand Conseil, il y est pourvu dans le terme de deux mois. Or, avec le système proportionnel, cet article est inapplicable, puisque, en cas de vacance, c'est un suppléant qui avance et devient député sans élection nouvelle. Il y aurait donc obligation matérielle de modifier cet article. C'est ce qu'a très bien relevé le président du Conseil d'Etat de 1913, M. Torche, lors de la discussion de la motion. Le MM. Barbach et consorts, tendant à l'introduction du système proportionnel pour les élections au Grand Conseil. J'ajoute que cette motion a été renvoyée au Conseil d'Etat et que, jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas présenté son rapport. La guerre et l'intérêt qu'il y a pour le canton d'attendre que soit fixé le sort de la proportionnelle fédérale sont des causes de ce retard; mais j'estime que le Conseil d'Etat doit s'exprimer sur la proportionnelle dans la réponse qu'il fera à la motion actuelle, et, par le fait même, il aura répondu aussi à la motion déposée par le parti libéral radical en 1913.

En résumé, je vous demande, au nom du Conseil d'Etat, de prendre la motion en considération et de nous la renvoyer pour préavis. Les considérations que j'ai émises sur la motion sont, je le répète, toutes personnelles et ne doivent pas lier le Conseil d'Etat, qui entend réserver son opinion.

Dans des questions de l'importance de celles qui viennent d'être discutées, il ne faut s'inspire que du bien du peuple et rechercher le progrès. Si les modifications proposées doivent amener ce résultat, eh bien nous marcherons de l'avant avec courage et confiance.

M. Montenach se demande si le moment est bien favorable pour tenter de reviser la Constitution. Cette question devrait être débattue à une époque normale. En principe, cependant, l'orateur se déclare partisan d'une révision. Il n'y a pas lieu de regretter, selon lui, que le canton de Fribourg n'ait pas été le premier dans la voie de l'extension des droits populaires; nous pourrions profiter des expériences faites.

Les conseillers d'Etat, élus par le peuple, n'auront pas moins d'influence sur le Grand Conseil que s'ils étaient nommés par l'assemblée législative.

Quant aux députés aux Chambres, on peut bien admettre que deux membres du Conseil d'Etat fassent partie du Conseil national et qu'un troisième soit conseiller aux Etats.

M. Montenach recommande la révision de l'organisation judiciaire et l'introduction de la proportionnelle. Mais il estime qu'il faut laisser au Conseil d'Etat le temps de bien étudier la question et ne pas lui fixer de délai pour la présentation de son projet.

La-dessus, la discussion est close et le Grand Conseil décide la prise en considération de la motion et son renvoi au Conseil d'Etat, pour étude et rapport.

Séance de clôture du 28 novembre

Le Grand Conseil a liquidé, hier matin, la plupart des tractanda restant à l'ordre du jour : rapport du Tribunal cantonal, motion sur la pêche, achat de tracteurs mécaniques, deman-

des en grâces, prêt à la commune de Dirlaret,

Puis le président a déclaré la session close.

Pour la nouvelle église Saint-Pierre à Fribourg

La lettre suivante a été adressée à un grand nombre de paroissiens de Saint-Pierre :

Désireux de développer la vie paroissiale dans le Rectorat de Saint-Pierre et d'attirer l'attention de tous les catholiques qui y sont domiciliés sur le projet de construction de la nouvelle église, que nous désirons ardemment voir s'édifier enfin, notre chœur mixte a décidé l'organisation d'un grand concert au profit du fonds de bâtisse. Le programme, d'une tenue irréprochable et qui demande une grande masse vocale, éventuellement un orchestre, sera, pour les amateurs de haute musique, un véritable régal. Il ne comprend que des œuvres inconnues à Fribourg et signées des plus grands maîtres anciens et modernes.

Depuis vingt-huit ans que la paroisse de Saint-Pierre est canoniquement érigée, nous sommes encore sans église. Ce que les catholiques, généralement sans fortune, des villes mixtes ont pu réaliser, grâce à leur dévouement et à leur énergie, pour qu'une catholique ville de Fribourg ne le pourrait-elle pas? Les églises catholiques se multiplient dans la plupart des villes de la diaspora, grâce à une vie paroissiale intense. Que chaque paroissien du Rectorat de Saint-Pierre prenne donc à cœur le but que nous poursuivons et contribue ainsi à hâter la construction de l'église et à embellir notre ville de Fribourg d'un monument digne d'elle dans les quartiers nouveaux qui en sont complètement déshérités.

Nous adressons donc un pressant appel à tous les paroissiens qui, par leurs aptitudes et leurs connaissances musicales peuvent aider le chœur mixte de Saint-Pierre dans le concert qu'il se propose d'organiser.

La lettre est signée de MM. le chanoine J. Conus, recteur, président du chœur mixte; L. Budlin, vice-président du conseil de paroisse; Jacques Haering, vice-président du chœur mixte; prof. Jos. Gogniat, organiste et directeur du chœur mixte.

Nous publierons, demain, *in extenso*, le programme du concert projeté.

On nous prie d'annoncer que beaucoup de paroissiens, chanteurs ou musiciens ont été oubliés par mégarde. Ils voudront bien se considérer comme invités et adresser leur adhésion aux personnes ci-dessus, jusqu'au 1^{er} décembre.

Ouvroir pour les soldats fribourgeois nécessiteux

Le Comité de l'Ouvroir des soldats fribourgeois nous communique :

Pour répondre aux nombreuses demandes faites par nos soldats nécessiteux, l'Ouvroir s'ouvrira vendredi, 30 novembre, à 9 heures du matin.

La Direction de la Banque de l'Etat de Fribourg, vu le but patriotique de l'œuvre, mettra une salle chauffée à la disposition de l'Ouvroir, trois semaines consécutivement.

Toutes les dames et jeunes filles qui, jusqu'à présent, ont donné avec dévouement leur travail et leur temps à cette œuvre sont priées de bien vouloir continuer à s'y intéresser.

Société de chant de Fribourg

Sous l'active présidence de M. Ernest Machereel et la direction si dévouée de M. le professeur Bovet, la Société de chant de la ville de Fribourg ne chôme pas. Elle a renoué, en raison de la crise, cette année-ci, à son traditionnel banquet de la Sainte-Cécile, et on ne saurait l'en blâmer.

Soucieuse néanmoins de conserver et de raffermir encore les liens de cordialité qui unissent tous les membres entre eux, la société a voulu maintenir sa soirée habituelle, qui suit le concert de l'Orphelinat. Ce concert et cette soirée auront lieu le dimanche 23 décembre.

De plus, une soirée récréative, spécialement musicale, d'un caractère nouveau et avec un programme particulièrement soigné, sera organisée à l'occasion du carnaval. Outre cela, un grand concert avec orchestre sera donné aussitôt après Pâques.

La Société de chant ne compte pas, comme on voit, s'endormir sur ses lauriers. Il faut lui savoir gré de son zèle et l'encourager.

Vente de charité du 9 décembre

Parmi les nombreuses attractions qui solliciteront la générosité fribourgeoise, le 9 décembre, au profit de l'Œuvre d'assistance, figurera un banc tout d'actualité : le comptoir des fruits et légumes.

A cet effet, un appel chaleureux est adressé à toutes les personnes qui ont le bonheur de posséder quelques produits de notre sol fribourgeois : choux, pommes de terre, oignons, salades, pommes et poires, etc., etc. Le moindre don sera reçu avec la plus profonde reconnaissance. Les fruits et légumes peuvent être adressés jusqu'au 7 décembre à M^{lle} A. Clément, clinique, Pérolles; à M^{me} Comte-Trincane, Villa Maria, Gâmbach, ou, sur demande, ils seront pris au domicile des généreux donateurs.

Corporation des maîtres coiffeurs du canton

Cette société s'est réunie en assemblée générale, pour s'occuper de la situation difficile qui lui est faite, par suite du renchérissement continu de tous les produits nécessaires à l'exploitation de son genre de commerce.

Ces conditions, jointes aux difficultés de la vie chère, la mettent dans l'obligation d'augmenter de prix de la main-d'œuvre dans les salons de coiffure du canton. Le nouveau tarif est basé sur les prix exigés actuellement dans les villes de même importance.

La société des patrons coiffeurs ne doute pas que le public reconnaîtra la nécessité de ce changement de tarif et l'accueillera favorablement.

Pour la kermesse

Annoucé il y a huit jours seulement, la kermesse en faveur de l'Office central d'assistance, c'est-à-dire de nos pauvres, est déjà presque à notre porte. Parmi les attractions qu'elle offrira, il y aura, cela va sans dire, la traditionnelle tombola, ainsi que le loto, si goûté des Fribourgeois. D'ordinaire, des quêteuses passent de maison en maison pour solliciter des lots pour les comptoirs. Mais, cette année-ci, le Comité d'initiative de la fête veut essayer de se contenter d'adresser un appel au public charitable, afin d'obtenir que ces lots qui sont envoyés. Toute offrande sera la bienvenue : le commerçant la choisira sur les rayons de son magasin; la ménagère aura peut-être dans ses tiroirs quelque objet dont elle pourra disposer; la jeune femme et la jeune fille qui ont du goût et des doigts habiles confectionneront rapidement quelques gracieux ouvrages. Les dames organisatrices de la kermesse sauront tirer parti de tout. Que chacun se montre généreux! Il fait froid, l'hiver a besoin de bois, de lait, de pain; les petits enfants manquent de chaussures et de vêtements. C'est en toutes ces choses de première nécessité que se convertira pour le pauvre, au lendemain de la kermesse, toute offrande charitable qui aura été faite. Et Dieu rendra chaque aumône en bénédictions.

Prière d'envoyer les lots, si possible dès cette semaine, soit à l'Hôtel suisse; soit à l'Office du travail, 6, Grand-rue; soit à M^{me} Louis Jager, magasin, rue de Romont; soit à M^{me} Bonifazi, rue des Alpes; soit à M^{lle} Clément, avenue de Pérolles.

Fête des récompenses aux domestiques

Le Comité cantonal de la Protection de la jeune fille a eu, dimanche dernier, ce qu'il est convenu d'appeler la fête des récompenses. Il s'agit de distinctions décernées aux fidèles domestiques qui comptent 5, 10, 25 ans et plus de service chez les mêmes maîtres. La récompense va crescendo : un diplôme, puis une broche et, enfin, un crucifix.

La fête devient populaire; à en juger par la nombreuse assistance qui, outre les membres du Comité, remplissait la grande salle du Cercle catholique. Monseigneur notre évêque avait bien voulu répondre à l'invitation que lui avait adressée M. le chanoine Schoenenberger, directeur ecclésiastique du Comité cantonal, et, en termes forts délicats, laisser entendre qu'il serait désormais l'hôte assidu de cette fête des récompenses. Sa Grandeur eut, pour caractériser au sein de la famille le rôle de la fidèle domestique, des vues très intéressantes, et, à propos du devoir, Monseigneur souligna le fait que la domestique soumettait à ses devoirs d'abord et à ses droits ensuite, et que, pour le bien de la société, il en devrait être toujours ainsi chez les individus. Monseigneur témoigna d'un vif intérêt pour l'Association catholique internationale des Œuvres de protection de la jeune fille, dont M. le chanoine Schoenenberger évoqua l'origine, l'activité et le développement, et dont il parla avec chaleur, trahissant l'âme d'apôtre qu'il met au service de l'Œuvre.

Le défilé des diplômées, toutes servant à Fribourg ou dans le canton, n'était pas ce qu'il y avait de moins intéressant.

Le Hôte du Bon Conseil et la Congrégation des Enfants de Marie de la paroisse de Saint-Maurice s'étaient mis en peine d'agréer la fête de chants, de monologues, voire même d'un drame, toutes choses fort réussies. Et, pour couronner le traditionnel goûter offert par le Comité aux diplômées, légitimement fières de la récompense obtenue. Pour les unes, c'est l'encouragement à persévérer et à gravir les degrés successifs; pour les autres, c'est la sanction du devoir, au cours d'une belle et laborieuse carrière.

Les communes et le corps enseignant

Pour correspondre au désir exprimé par le Grand Conseil, les communes de Villaz-Saint-Pierre et Villeneuve ont accordé une allocation de 125 francs à leur instituteur; la commune de Monthorret a alloué le montant de 50 fr.

Bois de chauffage

Le service communal de ravitaillement met à la disposition du public, à partir de ce jour, 5000 mètres de hêtre (royal) 2200 mètres de sapin et 10 000 fagots. Ce combustible sera pris au dépôt et cédé aux conditions suivantes aux familles à revenus modestes :

Fagots, de 0 fr. 30 à 0 fr. 75 la pièce; sapin, le stère, 22 fr.; hêtre, le stère, 30 fr.

Aux autres consommateurs seront livrés par famille et par 3 stères à la fois : Sapin, le stère, 30 fr.; hêtre, le stère, 35 fr.

En outre, les familles à revenus modestes pourront également toucher de la sciure à la scierie de Pérolles, à partir du 3 décembre, au prix de 0 fr. 25 le sac. Ces familles n'auront qu'à présenter leur livre de pain ou de lait à Pérolles pour prendre livraison de la sciure nécessaire.

Pour tous autres renseignements, prière de s'adresser au bureau communal de ravitaillement en bois, Grand-rue, N° 4, 1^{er} étage.

Conférences agricoles

Dimanche 2 décembre, après les vêpres, au buffet de la gare de Grodley, conférence de M. Tschertmann, ingénieur agricole, sur les drainages.

Le même jour, à 3 heures de l'après-midi, au Cercle paroissial d'Altstätten, conférence de M. Collaud, chef de service du Département de l'Agriculture, sur l'élevage du bétail.

Institut des Hautes Etudes

Vendredi, 30 novembre, à 4 h. 1/4, conférence de R. P. de Langen-Wendels : Où est le bonheur?

atelier bien éclairé
 ayant place pour 25 personnes
 environ.
 Adresser offres avec détails et
 prix sous P 6 43 F à Publicitas
 S.A. - 10, rue de la République

Compte de chèques, n. 1-31

FOURRURES

FORGE A LOVER

Maison spéciale pour les Cafés
Chocolats suisses et Denrées coloniales.

bonne boulangerie, dans chef-lieu de district. Grande clientèle assurée à prix sérieux.
S'adresser sous P 6238 F à Publications G. L. F.

Appartenant à la noblesse
sans enfants, seraient disposés à
s'intéresser à jeu d'homme de
famille parfaitement honorable,
contre ect nre financier? Affaire
serait usé et de toute honorabilité.

Adresser tous renseignements
par écrit sous Z14629 1, Case

A VENDRE
un char à marché, un moulin à eau, une machine à battre
S'adresser chez Bielman

un char à mûrché, un moulin à eau et une machine à battre d'adresse, chez Bielman

ment.

ment. P 5709 F &
LA DIRECTIO

Toutes nos marchandises en liquidation sont exposées sur des comptoirs spéciaux et **VOIR NOS VITRINES**

Il s'est réuni à l'impérial. Le nouveau